

COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 22 février 2024

Coupes budgétaires Quand le mépris du Parlement le dispute à l'insulte aux Français

Après les annonces du ministre de l'Economie et des Finances, le Gouvernement vient de publier un décret visant à annuler purement et simplement dix milliards d'euros de crédits en autorisations d'engagement et en crédits de paiement. Les sénatrices et sénateurs du groupe Socialiste, Ecologiste et Républicain (SER) dénoncent la méthode utilisée par un Gouvernement qui instrumentalise une fois de plus les règles de procédure en présentant un montant d'annulations de crédits juste en-dessous du seuil obligeant à une saisine du Parlement, sans aucune autre justification de fond, et empêchant ainsi le débat démocratique.

Cette décision démontre une nouvelle fois l'amateurisme du Gouvernement que les sénatrices et sénateurs du groupe SER ont déjà dénoncé lors de l'examen du projet de loi de finances pour 2024 : toutes les analyses démontraient alors que les prévisions économiques du Gouvernement étaient fragiles et ne permettraient pas une conduite satisfaisante de l'action publique sur le plan budgétaire.

Ces coupes budgétaires ne sont pas une fatalité. Elles traduisent simplement les choix de ce Gouvernement qui, en refusant d'augmenter les impôts des plus aisés et des grandes entreprises, choisit de faire payer l'addition à tous les autres.

En réalité, le Gouvernement s'est livré à un exercice de « prophétie autoréalisatrice » d'un rare cynisme politique : depuis 2017, Emmanuel Macron et ses gouvernements ont généré eux-mêmes et aggravé les tensions budgétaires sur les secteurs de l'action publique qu'ils voulaient cibler afin de justifier aujourd'hui une démarche purement et simplement austéritaire.

Alors que les aides aux entreprises, incluant notamment les très grandes entreprises, ne se sont jamais aussi bien portées, le choix qui est fait est celui de la remise en cause de notre pacte social même : école, santé, collectivités locales, transition environnementale, recherche... le choix du néolibéralisme est criant.

Cette décision sera lourde de conséquences parce qu'elle fragilisera celles et ceux qui subissent déjà une conjoncture économique et sociale difficile et ne permettra pas de relever les défis qui sont devant nous.

Les sénatrices et sénateurs du groupe SER demandent l'élaboration et la présentation devant le Parlement d'un projet de loi de finances rectificatives dans les meilleurs délais.